

extrêmement intéressantes sur cette question du colonialisme.

Pour terminer, je dirai ceci. Dans le monde actuel, l'élément d'une importance toute spéciale est l'Organisation des Nations Unies, et plus particulièrement la session qui va commencer ce mois-ci. Je suis persuadé qu'on va y discuter la question des essais nucléaires et celle de Berlin, ainsi qu'une foule d'autres points dont je traiterai au cours du débat sur les prévisions de dépenses. Il ne faut jamais perdre de vue que les Nations Unies offrent la meilleure tribune où faire converger l'opinion mondiale. Voici la grande question que je me pose. L'Union soviétique est-elle allée si loin qu'elle soit maintenant prête à ne pas tenir compte de l'opinion mondiale? Jusqu'ici, elle a fait la cour à d'autres nations et elle s'est efforcée d'obtenir l'appui de pays les plus divers, tout comme les États-Unis. Lorsqu'elle a annoncé son intention d'effectuer des essais nucléaires, elle a soutenu que c'était là une importante mesure prise dans le dessein de favoriser la paix, et elle a fait valoir cette thèse auprès des nations non engagées. Je ne saurais dire comment l'Union soviétique peut étayer pareille affirmation. En tout cas, si elle a décidé de faire fi de l'opinion mondiale, de graves dangers nous menacent; cela ne fait aucun doute. Espérons que les chefs de ce grand pays se montreront sensibles à l'opinion mondiale, au lieu de n'en tenir aucun compte et de décider de chercher à dominer le monde à leur façon.

A mon avis, monsieur le président, il est plus que jamais important que le Canada appuie les Nations Unies. Ce n'est pas le temps de décrier cet organisme mondial. D'aucuns disent: «Regardez l'imbroglio qu'elles ont causé au Congo». Je me permets de dire ceci. Sans l'intervention des Nations Unies au Congo, il y aurait eu des batailles sanglantes, des guerres de tribus, et des milliers et des milliers de gens auraient été massacrés toute l'année dernière, ce désordre se serait probablement répandu dans les régions voisines. La situation aurait été désastreuse et aurait bien pu engendrer un conflit mondial. Les Nations Unies se sont mêlées des problèmes congolais alors qu'elles n'avaient jamais eu d'expérience dans ce genre de travail, alors qu'elles ne disposaient pas d'un personnel préparé à ce travail. Elles sont allées au Congo ou plutôt ont recruté une force des Nations Unies et aujourd'hui il y a un gouvernement au Congo. Ce gouvernement a beaucoup de difficultés, il ne fonctionne pas aussi bien que le gouvernement du Canada, je l'admets. Il serait évidemment difficile pour n'importe quel gouvernement de le faire. Cependant, le Congo a un gouvernement et je crois que grâce

à l'orientation et à l'intervention des Nations Unies, ses problèmes pourront se résoudre. Nous sommes tous très fiers, j'en suis sûr, que le Canada ait joué un rôle aussi important au Congo. Nous sommes fiers aussi d'être l'un des trois pays de l'Atlantique-Nord et d'Europe qui sont représentés au comité du Congo.

Les Nations Unies sont aujourd'hui le principal espoir du genre humain. Si les Nations Unies progressent et ont du succès, l'ordre régnera dans le monde. Si elles échouent, le monde subira la destruction. Voilà l'alternative. J'espère que tous les Canadiens appuieront les Nations Unies maintenant comme jamais auparavant, bien que notre peuple ait toujours appuyé fermement cet organisme.

Pour terminer, je répète ce que j'ai dit au début: la Chambre se réunit à une époque de crise grave. C'est à pareille époque qu'une nation peut montrer son envergure. Le Canada l'a fait d'ailleurs en plus d'une occasion. Nous nous rappelons ce que le Canada a fait au cours de la première guerre mondiale. Nous nous souvenons de ce que le Canada a fait également au cours de la deuxième, de ce jour de juin, il y a 21 ans, lors de la chute de la France, où notre ministre de la Défense d'alors était tué dans un terrible accident aérien. Tout semblait indiquer que le Royaume-Uni serait envahi. Je ne crois pas avoir connu de jour plus sombre que ce lundi. Cependant, il n'est jamais venu à l'esprit d'aucun député qu'il y aurait capitulation, que nous ne ferions pas face à la situation et que nous n'étions pas assurés de la victoire. Je sais que le Canada sera à la hauteur de la situation en ces heures difficiles.

L'avenir n'est pas rose, mais nous nous la sommes peut-être coulée trop douce, de toute façon. Notre route sera parsemée d'aspérités et la tension se maintiendra très longtemps. Tout aussi bien être réalistes. Il faudra que les Canadiens fassent preuve de courage moral et physique, qu'ils soient prêts à faire des sacrifices. Par-dessus tout, j'estime que nous devons nous retremper dans nos croyances fondamentales. Si nous acceptons ce défi, nous en sortirons vainqueurs et il se peut fort bien que le Canada en émerge un des premiers pays du monde.

L'hon. M. Martin: Monsieur le président, il y a quelques instants, le secrétaire d'État aux Affaires extérieures (M. Green) a dit que nous étions en pleine crise. Les membres du comité trouveront peut-être intéressant de savoir qu'il y a exactement 22 ans aujourd'hui, le Parlement se réunissait pour autoriser une déclaration de guerre. L'exposé que vient de faire le secrétaire d'État aux Affaires extérieures sur la gravité de la situation, lui qui est bien au fait de toutes ces questions,